



CHAPITRE 90

Loi relative à la ville de Coaticook

[Sanctionnée le 7 mars 1951]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Coaticook a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite ville et qu'il est nécessaire, pour la bonne administration de ses affaires, que sa charte, tel qu'octroyée par lettres patentes du 15 août 1908 et modifiée par les lois 10 George V, chapitre 103, 25-26 George V, chapitre 128, 1 George VI, chapitre 118, 4 George VI, chapitre 99, 10 George VI, chapitre 70 et 11 George VI, chapitre 94, soit de nouveau modifiée; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1946, c. 70, a. 1, remp. **1.** L'article 1 de la Loi relative à la ville de Coaticook (10 George VI, chapitre 70) est remplacé par le suivant:

Acquisition d'immeuble, autorisée. **"1.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Coaticook de construire, acquérir ou entretenir un immeuble ou des immeubles devant servir en totalité ou en partie à des fins municipales ou industrielles, et dont le coût total ne devra pas excéder deux cent mille dollars, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec."

1946, c. 70, a. 2, remp. **2.** L'article 2 de la Loi relative à la ville de Coaticook (10 George VI, chapitre 70) est remplacé par le suivant:

CHAPTER 90

An Act respecting the town of Coaticook

[Assented to, the 7th of March, 1951]

Preamble.

WHEREAS the town of Coaticook has, by its petition, represented that it is in the interest of the said town and necessary for the good administration of its affairs that its charter, as granted by letters patent of August 15th, 1908, and amended by the acts 10 George V, chapter 103; 25-26 George V, chapter 128; 1 George VI, chapter 118; 4 George VI, chapter 99; 10 George VI, chapter 70, and 11 George VI, chapter 94, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the Act respecting the town of Coaticook (10 George VI, chapter 70) is replaced by the following:

"1. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council of the town of Coaticook may construct, acquire or maintain an immovable or immovables to be used wholly or partly for municipal or industrial purposes, and the total cost whereof shall not exceed two hundred thousand dollars, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission."

2. Section 2 of the Act respecting the town of Coaticook (10 George VI, chapter 70) is replaced by the following:

Vente,
etc., auto-
risée.

"2. Le conseil municipal est autorisé à louer ou à vendre lesdits immeuble ou immeubles aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût desdits immeuble ou immeubles, sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec."

1946, c. 70,
a. 3, remp.

3. L'article 3 de la Loi relative à la ville de Coaticook (10 George VI, chapitre 70) est remplacé par le suivant:

Emprunt
autorisé.

"3. Pour les fins susdites, le conseil pourra emprunter une somme n'excédant pas deux cent mille dollars, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires, par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, conformément aux prescriptions de la loi concernant l'approbation des règlements d'emprunt."

Emprunt
addition-
nel.

4. En sus de ce qui est autorisé par les articles précédents et, nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, il est loisible au conseil de la ville de Coaticook d'emprunter par règlement une somme n'excédant pas dix mille dollars pour couvrir le prix d'achat d'une propriété à être donnée par la ville à une communauté religieuse qui l'utilisera comme hospice et hôpital, avec la seule approbation de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales.

S.R.,
c. 233,
a. 129a, aj.
pour la
ville.

5. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 129, le suivant:

Vote des
syndicats
coopéra-
tifs, etc.

"129a. Les syndicats coopératifs, les sociétés coopératives agricoles et les coopératives d'électricité peuvent, aux mêmes conditions que les compagnies à fonds social, exercer le droit de vote conféré à ces dernières par l'article précédent."

S.R.,
c. 233,
a. 134,
remp.
pour la
ville.

6. L'article 134 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Taxes non
payées.

"134. Nonobstant toute loi générale ou spéciale au contraire, les noms des personnes mentionnées aux alinéas *b* et *c* du paragraphe 1 de l'article 128 ne pourront

"2. The municipal council is authorized to lease or sell the said immovable or immoveables upon such conditions as it may determine, provided that the price of sale be not less than the cost of the said immovable or immoveables, subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission."

Sale etc.
author-
ized.

3. Section 3 of the Act respecting the town of Coaticook (10 George VI, chapter 70) is replaced by the following:

1946, c. 70,
s. 3, re-
placed.

"3. For the aforesaid purposes, the council may borrow a sum not exceeding two hundred thousand dollars, by by-law approved by the electors who are elector-proprietors, by the Quebec Municipal Commission and by the Minister of Municipal Affairs, in accordance with the provisions of law respecting the approval of loan by-laws."

Loan au-
thorized.

4. In addition to what is authorized by the foregoing sections, and notwithstanding any general law or special act to the contrary, the council of the town of Coaticook may borrow, by by-law, a sum not exceeding ten thousand dollars to cover the purchase price of a property to be given by the town to a religious community, which will use it as a home and hospital, with the sole approval of the Quebec Municipal Commission and of the Minister of Municipal Affairs.

Addition-
al loan.

5. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 129, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 129a,
added, for
town.

"129a. Cooperative syndicates, co-operative agricultural associations and electricity cooperatives may exercise, on the same conditions as the joint-stock companies, the right to vote conferred upon the latter by the preceding section."

Vote of
co-opera-
tive syn-
dicates,
etc.

6. Section 134 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 134, re-
placed,
for town.

"134. Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the names of the persons mentioned in subparagraphs *b* and *c* of subsection 1 of sec-

Unpaid
taxes.

être inscrits sur la liste des électeurs, s'ils doivent à la ville une taxe de locataire ou d'occupant à la date de la confection des listes. Le défaut par le propriétaire d'autre part d'avoir payé ses taxes ne le privera pas du droit d'être inscrit sur la liste des électeurs et d'exercer son droit de vote."

S.R.,
c. 233,
a. 138,
remp. pour
la ville.

7. L'article 138 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Liste.

"138. Il fait, pour chacun des arrondissements de votation, une liste des électeurs possédant le cens électoral requis pour être inscrits sur cette liste, qu'il signe et certifie sous serment prêté devant un juge de paix, un notaire ou un commissaire de la Cour supérieure, comme étant exacte au meilleur de ses connaissances et croyance, le tout conformément à la formule 2.

Mode
d'inscrip-
tion.

Les noms des électeurs sont inscrits rue par rue, selon l'ordre des numéros de chaque rue, ou selon l'ordre des numéros de cadastre de chaque rue, lorsque les habitations ne sont pas numérotées, en tant que faire se peut."

S.R.,
c. 233,
a. 141,
remp.
pour la
ville.

8. L'article 141 de ladite Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Faute du
greffier.

"141. Si le greffier refuse ou néglige de faire la liste des électeurs suivant les prescriptions de la loi ou si, en faisant cette liste, il y inscrit ou en omet sciemment des noms qui ne devraient pas être inscrits ou omis, et s'il la remet ainsi après l'avoir attesté sous serment, il est passible d'une amende n'excédant pas deux cents dollars, et, à défaut de paiement d'un emprisonnement n'excédant pas six mois."

S.R.,
c. 233,
a. 143,
remp.
pour la
ville.

9. L'article 143 de ladite Loi des cités et villes, remplacé par l'article 3 de la loi 13 George VI, chapitre 59, est de nouveau remplacé, pour la ville, par le suivant:

Greffier
spécial.

"143. Si le troisième jour du mois de décembre, le greffier n'a pas fait la liste des électeurs ou n'a pas donné et publié

tion 128 shall not be entered on the electoral list if they owe the town a tenant or occupant tax on the date when the lists are made. On the other hand non-payment by the property-owner of his taxes shall not deprive him of the right to be entered on the electoral list and to exercise the right to vote."

7. Section 138 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 138, re-
placed for
town.

"138. He shall make, for each polling subdivision, a list of the electors qualified to be entered thereon, which he shall sign and certify under oath before a justice of the peace, a notary or a commissioner of the Superior Court, as correct to the best of his knowledge and belief, the whole according to form 2.

The names of the electors shall be entered street by street, in the order of the numbers of each street, or in the order of the cadastral numbers of each street when the dwellings are not numbered, in so far as is possible."

How
made.

8. Section 141 of the said Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 141, re-
placed for
town.

"141. If the clerk refuse or neglect to make the list of the electors according to law, or if, in making such list, he knowingly enters thereon or omits therefrom names which should not be entered or omitted, and if he thus transmits such list, after having certified the same under oath, he shall be liable to a fine of not more than two hundred dollars, and, in default of payment, to imprisonment for not more than six months."

Fault of
clerk.

9. Section 143 of the said Cities and Towns Act, replaced by section 3 of the act 13 George VI, chapter 59, is again replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 143, re-
placed for
town.

"143. If on the third day of December the clerk has not made the list of electors, or has not given or published the

Special
clerk.

l'avis requis par l'article 139, la Cour de magistrat, ou le magistrat de district qui la préside ou, si ce dernier est absent ou incapable d'exercer ses fonctions, un magistrat de district à qui est assigné le district voisin doit, sur requête sommaire de toute personne ayant droit d'être inscrite comme électeur dans la municipalité, nommer un greffier spécial pour préparer la liste des électeurs."

notice required by section 139, the Magistrate's Court or the district magistrate presiding over such court, or, in the event of the absence of such magistrate or of his inability to act, a district magistrate assigned to a neighbouring district shall, on summary petition of any person entitled to be entered as an elector in the municipality, appoint a special clerk to prepare the list of electors."

S.R.,
c. 233,
a. 401,
remp.
pour la
ville.

10. L'article 401 de ladite loi, tel que remplacé, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 19, est de nouveau remplacé par le suivant :

10. Section 401 of the said act, as replaced, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 19, is again replaced by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 401, re-
placed for
town.

Président
de la vo-
tation,
etc.

"401. La votation est présidée par le greffier avec l'assistance d'un secrétaire d'élection et est tenue à la salle municipale publique ou à tout autre endroit fixé par le conseil. Si le greffier refuse, ou s'il lui est interdit, ou s'il est incapable d'agir comme président de la votation, le maire ou à son défaut, le maire suppléant doit, par commission sous sa signature, nommer président de la votation une personne qu'il juge compétente.

"401. The poll shall be presided over by the clerk with the assistance of an election-clerk and shall be held in the public municipal hall or any other place determined by the council. If the clerk refuse or be forbidden or unable to act as returning-officer, the mayor, or, in his default, the acting-mayor shall, by commission under his signature, appoint as returning-officer a person whom he deems competent.

President
of poll.

Secrétaire
d'élection.

Le secrétaire d'élection doit aider le président de la votation tant dans le bureau de votation qu'ailleurs et le remplacer pendant l'heure du diner. Il est nommé par le président de la votation.

The election-clerk shall assist the returning-officer as well in the poll as elsewhere and replace him at lunch time. He shall be appointed by the returning-officer.

Election-
clerk.

Un seul
bureau.

Il n'y a qu'un seul bureau de votation qui est organisé et disposé comme dans le cas d'une élection municipale.

There shall be only one poll, which shall be organized and disposed as in the case of a municipal election.

Only one
poll.

Deux
comparti-
ments.

Il est loisible au président de l'élection de faire préparer, dans le bureau de votation, deux compartiments, au lieu d'un, afin de permettre à deux électeurs de voter séparément en même temps, si l'expédition de la votation l'exige.

The person presiding over the election may have two compartments prepared in the poll, instead of one, in order to permit two voters to vote separately at the same time, if it is necessary to expedite the voting.

Two com-
part-
ments.

Plus d'une
boîte de
scrutin.

S'il paraît nécessaire, il peut y avoir plus d'une boîte de scrutin pour recueillir les votes."

If it seems necessary, there may be more than one poll-box to receive the votes."

More than
one poll-
box.

S.R.,
c. 233,
a. 406c,
remp.
pour la
ville.

11. L'article 406c de ladite loi, édicté, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 24, est remplacé par le suivant :

11. Section 406c of the said act, enacted, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 24, is replaced by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 406c,
replaced
for town.

Serment.

"406c. Le président du bureau de votation ainsi que le secrétaire d'élection et les représentants doivent prêter serment de remplir leur devoir et de garder le

"406c. The returning-officer as well as the election-clerk and the representatives must take oath to fulfil their duties and to keep the votes secret. This oath

Oath.

secret du vote. Ce serment peut être prêté devant le président ou le secrétaire d'élection."

may be taken before the returning-officer or the clerk."

S.R.,
c. 233,
a. 407,
rempl.
pour la
ville.

12. L'article 407 de ladite loi, tel que remplacé, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 25, est de nouveau remplacé par le suivant:

12. Section 407 of the said act, as re-placed, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 25, is again re-placed by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 407, re-
placed for
town.

Compte
des votes.

"407. A la clôture de la votation, la personne qui a présidé et le secrétaire d'élection font l'addition des relevés du scrutin, et, à la première séance générale ou spéciale du conseil qui suit, ils doivent faire au conseil un rapport conjoint mentionnant si le règlement ou la résolution soumis aux électeurs a été approuvé ou rejeté."

"407. At the close of the polling, the person presiding and the election-clerk, shall count the yeas and nays, and at the next general meeting of the council they shall submit to the council a joint report stating whether the by-law or the resolution submitted to the electors has been approved or rejected."

Counting
of votes.

S.R.,
c. 233,
a. 407a,
rempl.
pour la
ville.

13. L'article 407a de ladite loi, édicté, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 26, est remplacé par le suivant:

13. Section 407a of the said act, enacted, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 26, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 407a, re-
placed
for town.

Approba-
tion par
la majori-
té en nom-
bre et en
valeur.

"407a. Si le règlement ou la résolution soumis à l'approbation des électeurs propriétaires fonciers doit être approuvé par la majorité en nombre et en valeur de ces électeurs qui ont voté, la procédure ci-dessus prescrite devra être suivie, quand elle s'appliquera, et aussi la suivante:

"407a. If the by-law or the resolution submitted to the approval of the electors who are owners of immoveable properties must be approved by the majority in number and in value of these electors having voted, the procedure hereinabove prescribed must be followed, when it shall apply, and also the following:

Approval
by majori-
ty in num-
ber and in
value.

a) Un bulletin semblable à celui mentionné à l'article 405a sera soumis à l'électeur;

a. A ballot similar to the one mentioned in section 405a shall be submitted to the elector;

b) Le président de la votation devra avoir en mains le rôle d'évaluation et, avant de remettre les bulletins aux électeurs, il devra inscrire sur le dos des bulletins, en chiffres, le montant de l'évaluation municipale, qu'il initiale. L'électeur procède ensuite comme il est stipulé à l'article 405a pour inscrire sa croix;

b. The returning-officer shall have on hand the valuation roll, and, before giving the ballots to the electors, he must inscribe on the back of the ballots, in figures, the amount of the municipal valuation, with his initials. The elector will then proceed as provided for in section 405a to inscribe his cross;

c) Chaque bulletin doit être plié par l'électeur, de manière que le président de la votation puisse vérifier ses initiales et le montant de l'évaluation, avant qu'il ne soit déposé dans la boîte de scrutin;

c. Each ballot shall be folded by the elector, in such a manner that the returning-officer may verify his initials and the amount of the valuation, before it is deposited in the poll-box;

d) Lors du dépouillement du scrutin, le nombre des bulletins représente le nombre de votes, et le montant inscrit sur le dos des bulletins par le président de la votation représente la valeur;

d. At the counting of the votes, the number of ballots shall represent the number of votes, and the amount inscribed on the back of the ballots by the returning-officer shall represent the value;

e) Le cahier de votation doit faire mention, outre du nom de l'électeur et des

e. The poll-book shall mention, apart from the name of the elector and the

détails ordinaires, du montant de son évaluation, telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation."

S.R.,
c. 233,
a. 407b,
remp.
pour la
ville.

14. L'article 407b de ladite loi, édicté, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 26, est remplacé par le suivant:

Dépouillement du scrutin.

"407b. Après la clôture de la votation, le président et le secrétaire d'élection, en présence des agents, s'il y en a de nommés, procèdent au dépouillement du scrutin, en font un relevé tant en nombre qu'en valeur en comptant et séparant les "oui" et les "non". Le relevé doit indiquer également la somme totale de la valeur inscrite dans le cahier du scrutin, en sus des détails ordinaires. Ce relevé est certifié par le président et par le secrétaire d'élection, et doit comporter une déclaration sous leur signature indiquant si le règlement ou la résolution, selon le cas, a été approuvé ou désapprouvé, en ajoutant les informations nécessaires. Ce relevé est déposé devant le conseil à sa prochaine séance et fait ensuite partie des archives."

S.R.,
c. 233,
a. 409,
remp.
pour la
ville.

15. L'article 409 de ladite loi, tel que remplacé, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 28, est de nouveau remplacé par le suivant:

Voix prépondérante du maire.

"409. Au cas de partage égal des voix, tant sur le nombre ou la valeur, que sur les deux, le maire donne sa voix prépondérante."

S.R.,
c. 233,
a. 410,
remp.
pour la
ville.

16. L'article 410 de ladite loi, tel que remplacé, pour la ville, par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 29, est de nouveau remplacé par le suivant:

Devoirs du président.

"410. Dans tous les cas prévus ci-dessus, tant sur la votation en nombre que sur la votation en nombre et en valeur, le président de la votation est chargé du cahier de votation et du soin d'initialer les bulletins, sans limiter aucunement ses autres devoirs."

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

17. L'article 426 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 1^o le suivant:

ordinary details, the amount of his valuation, as it appears on the valuation roll."

R.S.,
c. 233,
s. 407b,
replaced
for town.

14. Section 407b of the said act enacted, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 26, is replaced by the following:

Counting of votes.

"407b. At the close of the poll, the person presiding and the election-clerk, in the presence of the agents, if any are appointed, shall proceed to the counting of the votes, and shall make a list of them both in number and in value, in counting and separating the yeas and the nays. The list shall also indicate the sum total of the value inscribed in the poll-book, apart from the ordinary details. This list is certified by the person presiding and by the election-clerk, and shall comprise a declaration under their signature indicating whether the by-law or the resolution, as the case may be, has been approved or disapproved, with the addition of the necessary information. This list shall be deposited before the council at its next session and in the future forms part of the archives."

R.S.,
c. 233,
s. 409,
replaced
for town.

15. Section 409 of the said act, as replaced, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 28, is again replaced by the following:

Casting-vote of mayor.

"409. When the votes are equally divided, whether it be in number or in value, or in both, the mayor shall give his casting-vote."

R.S.,
c. 233,
s. 410, re-
placed for
town.

16. Section 410 of the said act, as replaced, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 29, is again replaced by the following:

Duties of returning-officer.

"410. In all the cases hereinabove provided for, as well regarding voting in number as regarding voting in number and in value, the returning-officer is in charge of the poll-book and is also charged with the duty of initialing the ballots without limiting in any way his other duties."

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

17. Section 426 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after paragraph 1 the following:

Règle-
ment de
construc-
tion, etc.

"1^a Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, le conseil est autorisé à adopter d'ici le premier jour de juin 1952, un règlement de construction et de zonage modifiant ou remplaçant ses règlements existants à ce sujet; mais une fois le nouveau règlement adopté, ce nouveau règlement ne pourra être modifié ou remplacé que conformément aux dispositions du paragraphe 1^o de l'article 426;"

S.R.,
c. 233,
a. 427, am.
pour la
ville.

18. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 11^a ajouté pour la ville par la loi 4 George VI, chapitre 99, article 31, par le suivant:

Enlève-
ment des
vidanges,
etc.

"11^a Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges dans la ville, pour imposer, afin de défrayer le coût de ce service, une taxe annuelle sur toute personne, société ou corporation occupant à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, une maison, un établissement ou autre local dans les limites de la ville, que telle personne, société ou corporation dépose des vidanges ou non; pour prescrire le genre de matériaux et les dimensions des réceptacles dans lesquels doivent être déposés les vidanges; pour établir une taxe différente selon les catégories de personnes, sociétés ou corporations selon leurs occupations ou le genre d'établissement ou de local qu'elles occupent; pour prescrire que la taxe imposée pour ce service sera perçue mensuellement en l'ajoutant aux factures d'électricité ou autrement;"

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la ville.

19. L'article 427 de la Loi des cités et villes est modifié, pour la ville, en remplaçant le paragraphe 26^o par le suivant:

Conduites
privées,
etc.

"26^o Pour prescrire, notwithstanding toute autre disposition au contraire, que la construction des conduites privées: entrée d'eau, égout, ainsi que leur raccordement avec les conduites publiques et leur entretien, devront se faire aux frais du propriétaire; prescrire la manière, les matériaux et l'époque de leur construction et des raccordements; prescrire

a) que toute personne désirant faire tels travaux devra au préalable déposer au bureau du trésorier de la ville une somme

"1a Without other formality than the approval of the municipal council and the Minister of Municipal Affairs and the publication of the by-law in the ordinary manner, the council is authorized to adopt until the first day of June, 1952, a building and zoning by-law amending or replacing its existing by-laws on that subject; but once the new by-law is adopted it shall not be amended or replaced except in accordance with the provisions of paragraph 1 of section 426;"

Building
by-law,
etc.

18. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 11a added, for the town, by the act 4 George VI, chapter 99, section 31, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"11a To provide for the removal of garbage in the town; to levy, in order to pay the cost of such service, an annual tax on every person, partnership or corporation occupying as owner, tenant or occupant a house, an establishment or other premises within the town limits, whether such person, partnership or corporation deposits garbage or not; to prescribe the kind of materials and the dimensions of the receptacles in which garbage shall be deposited; to establish a different tax according to the categories of persons, partnership or corporations according to their occupations or the kind of establishment or premises they occupy; to prescribe that the tax levied for such service shall be collected monthly by adding it to the invoices for electricity or otherwise;"

Garbage
removal,
etc.

19. Section 427 of the Cities and Towns Act is amended, for the town, by replacing paragraph 26 by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
town.

"26. To prescribe, notwithstanding any other contrary provision, that the construction of private conduits: water intake, sewer, as well as their connection with the public conduits and their maintenance, shall be done at the expense of the owner; to prescribe the manner, the materials and the time of construction thereof and of the connections; to prescribe

Private
conduits,
etc.

a. that any person wishing to do such work must first deposit in the office of the town treasurer a sum approximately suffi-

approximativement suffisante pour pourvoir au coût de réfection de la rue et du trottoir, sauf ajustement ultérieur;

b) que le coût de telle réfection de la rue et du trottoir constituera une créance privilégiée de la municipalité contre la propriété au même rang que la taxe foncière.

Dispositif de sûreté.

Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'empêcher tout reflux des eaux d'égout. La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe."

S.R.,
c. 233,
s. 429b,
aj. pour
la ville.

20. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 429a, l'article suivant:

Billet d'assignation.

"429b. Dans le cas de contravention aux règlements municipaux relatifs à la circulation ou à la sécurité publique, l'agent de la paix constatant telle infraction peut préparer un avis ou billet d'assignation indiquant la nature de l'infraction et remettre tel document au conducteur du véhicule ou le déposer dans ou sur un endroit apparent dudit véhicule, ou le déposer à la poste à l'adresse du propriétaire enregistré du véhicule.

Amende pour éviter plainte.

Tout tel propriétaire ou conducteur de véhicule peut éviter qu'une plainte ne soit faite contre lui en se présentant au bureau du greffier de la Cour du recorder et en y payant une somme de deux dollars comme amende. Le paiement de ladite amende et le reçu qui lui est donné par le greffier de la Cour du recorder, ou toute personne autorisée par lui, libèrent ladite personne de toute autre pénalité relative à l'infraction par elle commise.

Plainte.

Si la personne qui a reçu cet avis refuse ou néglige de s'y conformer, dans le délai qui y est mentionné, la ville peut porter contre elle une plainte, conformément à la loi.

Idem.

Les dispositions qui précèdent n'empêcheront pas, dans tous les cas, l'agent de la paix, s'il le juge à propos, de porter une

cient to provide for the cost of repairing the street and side-walk, subject to adjustment later;

b. that the cost of such repairing of the street and side-walk shall constitute a privileged claim of the municipality against the property to rank equally with the real estate tax.

To oblige every owner of an immovable to instal a check-valve or other safety device therein in order to prevent any back-flow of sewage. The municipality shall not be liable for damages from flooding occasioned through failure to instal check-valves or other safety devices pursuant to a by-law made under this paragraph."

20. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 429a, the following section:

R.S.,
c. 233,
s. 429b,
added for
town.

"429b. In cases of violation of the municipal by-laws relating to traffic or public safety, the police officer to whom notice of such infraction has come may fill out a notice or summons stating the nature of the infraction, and shall deliver such document to the driver of the vehicle or deposit it in or on a conspicuous part of the said vehicle, or deposit it in the post addressed to the registered owner of the vehicle.

Any such owner or driver of a vehicle may avoid the lodging of a complaint against him, by presenting himself at the office of the clerk of the Recorder's Court and by paying thereat a sum of two dollars as fine. The payment of said fine and the receipt therefor given to him by the clerk of the Recorder's Court or any person authorized by him, shall free the said person from any other penalty in connection with the infraction committed by him.

Notice of
summons.

Fine to
avoid
com-
plaint.

If the person who has received such notice refuses or fails to conform thereto within the delay therein mentioned, the city may lodge a complaint against him in accordance with the law.

The foregoing provisions shall not in any case prevent the police officer, if he deems it expedient, from lodging a com-

Com-
plaint.

Idem.

plainte ou de faire émettre une sommation suivant la loi.

Sommes
perçues.

Les sommes déjà perçues comme amendes par la ville suivant ce mode de perception, sont déclarées avoir été légalement perçues et la ville est autorisée à les retenir."

S.R.,
c. 233,
a. 430a,
remp.
pour la
ville.

21. L'article 430a de la Loi des cités et villes, ajouté, pour la ville, par la loi 10 George VI, chapitre 70, article 12, est remplacé par le suivant:

Plan au
cas de
subdivi-
sion de
terrain.

"430a. Tout propriétaire de terrain désirant en disposer comme lots à bâtir, devra au préalable en faire dresser, par un arpenteur, un plan contenant toute nouvelle division, subdivision, ou resubdivision, ainsi que toute désignation ou établissement de nouvelles rues. Ce plan devra ensuite être soumis à l'approbation du conseil et ne pourra être valablement déposé suivant la loi pour faire partie du cadastre, sans cette approbation.

Lots dis-
tincts.

Aucun permis de construction ne sera accordé, à moins que le terrain sur lequel doit être érigée chaque construction projetée, ne forme un lot distinct sur le plan officiel du cadastre ou sur un plan de subdivision fait et déposé conformément à l'article 2175 du Code civil.

Excep-
tion.

Les dispositions de l'alinéa précédent ne s'appliquent pas aux dépendances d'un bâtiment principal ni aux constructions pour des fins agricoles sur des terres en culture.

"construc-
tion".

Dans les dispositions ci-dessus, le mot "construction" désigne tout bâtiment pour fins résidentielles ou commerciales ou industrielles avec ses dépendances.

Dépôt.

Tout acquéreur d'un terrain comprenant une ou des parties de lot doit déposer au bureau du greffier, dans les trente jours de son acquisition, soit une copie de son acte d'acquisition soit un extrait dûment certifié de la description de tel terrain telle que contenue dans son acte d'acquisition.

Amende.

Le défaut de se conformer aux prescriptions ci-dessus rend le propriétaire en défaut passible envers la ville d'une amende ne dépassant pas cinq dollars, et la ville ne pourra être tenue d'émettre aucun permis de construction sur un de ces lots tant que durera le défaut."

plaint or issuing a summons according to law.

The sums already collected as fines by the town according to this mode of collection, are declared to have been legally collected and the town is authorized to retain the same."

Sums col-
lected.

21. Section 430a of the Cities and Towns Act, added, for the town, by the act 10 George VI, chapter 70, section 12, is replaced by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 430a,
replaced,
for town.

"430a. Any proprietor of land wishing to dispose thereof as building lots, shall previously have a plan containing the new division, subdivision or resubdivision, as well as any designation or establishment of new streets, drafted by a land surveyor. This plan shall then be submitted to the approval of the council and may not be validly deposited according to law to form part of the cadastre, without such approval.

Plan in
case of
subdivi-
sion of
land.

No building permit shall be granted unless the land on which each proposed construction is to be erected forms a separate lot on the official plan of the cadastre or on a subdivision plan made and deposited pursuant to section 2175 of the Civil Code.

Separate
lots.

The provisions of the preceding paragraph shall not apply to the dependencies of a main building nor to constructions for agricultural purposes on lands under cultivation.

Excep-
tion.

In the foregoing provisions, the word "construction" means any building for residential, commercial or industrial purposes with its dependencies.

"con-
struc-
tion".

Every acquirer of land comprising a part or parts of lot, shall deposit in the office of the clerk, within thirty days of its acquisition, either a copy of his acquisition deed, or an abstract duly certified of the description of such land as contained in his acquisition deed.

Deposit.

Failure to comply with the above provisions shall render the owner in default liable to the town to a fine not exceeding five dollars, and the town cannot be required to issue any building permit for any such lot as long as the default lasts."

Fine.

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la ville.

22. L'article 469 de la Loi des cités et villes, modifié par l'article 10 de la loi 12 George VI, chapitre 29, est de nouveau modifié, pour la ville, en ajoutant après le paragraphe 22^a édicté, pour la ville, par la loi 11 George VI, chapitre 94, article 8, le suivant:

Fermeture
d'établissements.

"22^b Pour ordonner la fermeture, les jours de fêtes légales, ou, si elles tombent un jour férié, le jour juridique suivant, des établissements mentionnés dans tout règlement adopté en vertu du paragraphe précédent."

22. Section 469 of the Cities and Towns Act, amended by section 10 of the act 12 George VI, chapter 29, is again amended, for the town, by adding after paragraph 22^a, enacted, for the town, by the act 11 George VI, chapter 94, section 8, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
town.

"22^b To order the closing, on legal holidays, or, if they fall on a non-judicial day, on the following juridical day, of the establishments mentioned in any by-law passed under the preceding paragraph."

Closing of
establishments.

S.R.,
c. 233,
a. 481a,
aj. pour
la ville.

23. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 481, le suivant:

Réserve.

"481a. Le conseil de la ville de Coaticook a et a toujours eu le droit de pourvoir, au moyen d'une réserve mise de côté chaque année, au renouvellement des actifs constituant ses services d'électricité et d'aqueduc.

Montant.

Le montant à verser chaque année à cette réserve ne doit pas dépasser trois pour cent de la valeur de l'actif dépréciable de chacun des services.

Placement.

Les sommes non utilisées au cours de chaque année peuvent être placées en obligations du Canada, de la province ou de la municipalité.

Emploi.

L'emploi des deniers de ce fonds ne peut se faire que par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le lieutenant-gouverneur en conseil."

23. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after section 481, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 481a,
added for
town.

"481a. The council of the town of Coaticook has and has always had the right to provide, by means of a reserve set aside each year, for the renewal of the assets constituting its electricity and water-works services.

The amount to be paid into such reserve each year shall not exceed three per cent of the value of the depreciable assets of each of the services.

The sums not used during each year may be invested in bonds of Canada, of the Province or of the municipality.

Investment.

The moneys of such fund shall not be made use of except by by-law approved by the Quebec Municipal Commission and the Lieutenant-Governor in Council."

Use.

S.R.,
c. 233,
a. 484b,
remp.
pour la
ville.

24. L'article 484b de la Loi des cités et villes, ajouté, pour la ville, par la loi 10 George VI, chapitre 70, article 15, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

Constitution
du capital.

"484b. Le capital de ce fonds sera de cinquante mille dollars et sera constitué par le montant de quatorze mille dollars, présentement au fonds de roulement plus le produit d'un emprunt au montant de trente-six mille dollars que la ville est autorisée à contracter en suivant les formalités requises par la loi relative aux règlements d'emprunts, sans toutefois requérir l'approbation des électeurs municipaux, propriétaires d'immeubles imposables. Le remboursement de cet emprunt initial

24. Section 484b of the Cities and Towns Act as added, for the town, by the act 10 George VI, chapter 70, section 15, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 484b, re-
placed for
town.

"484b. The capital of such fund shall be fifty thousand dollars and shall be constituted by the amount of fourteen thousand dollars now in the working-fund plus de proceeds of a loan amounting to thirty-six thousand dollars which the town is authorized to contract by following the formalities required by the law relating to loan by-laws, without however requiring the approval of the municipal electors who are owners of taxable immoveables. The repayment of such initial

Constitution of
capital.

devra s'effectuer au cours d'une période n'excédant pas quinze ans."

loan shall be effected during a period not exceeding fifteen years."

S.R.,
c. 233,
a. 484c,
remp.
pour la
ville.

25. L'article 484c de la Loi des cités et villes, ajouté, pour la ville, par la loi 10 George VI, chapitre 70, article 15, est remplacé, pour la ville, par le suivant:

25. Section 484c of the Cities and Towns Act as added, for the town, by the act 10 George VI, chapter 70, section 15, is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 484c,
replaced
for town.

Maintien
du fonds.

"484c. Pour en maintenir l'intégrité, le conseil pourra transporter, audit fonds de roulement les arrérages de taxes, créances ou autres revenus de la municipalité à l'expiration de chaque année, et dans ce cas, lors de leur perception, le trésorier sera tenu de les porter au compte du fonds de roulement. Les sommes ainsi encaissées pourront être converties en obligations du Canada ou de la province de Québec. Ces obligations constitueront un actif du fonds que le conseil pourra transporter en garantie de tout emprunt subséquentement contracté pour rencontrer les fins de l'article 484a."

"484c. To maintain the same intact, the council may transfer, to the said working fund the arrears of taxes, credits or other revenues of the municipality at the end of each year, and in such case, when they are collected, the treasurer must credit them to the working-fund. The sums so collected may be converted into bonds of Canada or of the Province of Quebec. Such bonds shall constitute an asset to the fund which the council may assign as security for any loan subsequently contracted in order to meet the purposes of section 484a."

Mainten-
ance of
fund.

S.R.,
c. 233,
a. 488,
remp.
pour la
ville.
Immeu-
bles im-
posables.

26. L'article 488 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

26. Section 488 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 488, re-
placed
for town.

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigées et toutes améliorations qui y ont été faites, mais ne comprennent pas les machineries ni leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fond."

"488. The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and work-shops erected thereon and all improvements made thereto, but do not include machinery and its accessories placed in the plants and used in their operation, whoever may be the owner of such machinery and accessories. The real value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground."

Taxable
immove-
ables.

S.R.,
c. 233,
a. 502a,
aj. pour la
ville.

27. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en y ajoutant après l'article 502, le suivant:

27. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding thereto after section 502, the following:

R.S.,
c. 233,
s. 502a,
added for
town.

Avis du
locataire,
etc.

"502a. Tout locataire ou occupant, sujet à la taxe de locataire ou d'occupant, doit donner avis par écrit au trésorier de la ville qu'il abandonne ou quitte le local quelconque sujet à la taxe de locataire ou d'occupant. S'il ne le fait pas, il reste sujet à la taxe tant et aussi longtemps que lui, ses héritiers ou successeurs, n'ont pas donné ledit avis, à moins qu'il n'apparaisse, par la confection d'un nouveau rôle d'évaluation, qu'il a effectivement quitté

"502a. Every tenant or occupant, liable to the tenant's or occupant's tax, shall give notice in writing to the town treasurer that he is abandoning or leaving any premises whatever liable to the tenant's or occupant's tax. If he does not do so, he shall remain liable to the tax as long as he, his heirs or successors, have not given the said notice, unless it appears, by the making of a new valuation roll, that he has really left the premises. The coun-

Notice of
tenant,
etc.

les lieux. Le conseil, après avoir reçu l'avis, et sur preuve suffisante, peut rayer le nom d'un ancien locataire ou occupant et y inscrire celui du nouveau."

S.R.,
c. 233,
a. 526,
remp.
pour la
ville.

Commer-
ces, etc.

28. L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

"526. Le conseil peut, en sus des taxes prévues par l'article 523, déterminer, imposer et prélever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit et d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent dans aucun cas deux cents dollars par année. Ces droits ou taxes peuvent être différents pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident, pourvu que les droits et les taxes imposés sur les personnes qui ne résident pas ou qui résident depuis moins de douze mois dans la municipalité n'excèdent pas les autres d'au delà de cinquante pour cent.

Catégorie-
ries.

La ville a et a toujours eu le droit de faire une distinction entre les différentes catégories de colporteurs et de solliciteurs et de déterminer, imposer et prélever des droits ou taxes différents sur chacune de ces catégories."

S.R.,
c. 233,
aa. 526a,
526b, aj.
pour la
ville.

Commer-
ces, etc.

29. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant, après l'article 526, les suivants:

"526a. La ville pourra également imposer et prélever les droits annuels ou taxes mentionnés à l'article 526 de la façon suivante pour les catégories de commerces qui suivent:

Dans le cas de commerces de gasoline au détail, sur le nombre de pompes à gasoline; dans le cas de salle de billard ou de pool, sur le nombre de tables; dans le cas de salon de barbier, sur le nombre de chaises servant au métier de barbier; dans le cas de salon de coiffure, sur le nombre de chaises servant au métier de coiffeur; dans le cas de louage de voitures automo-

cil, after receiving the notice, and upon sufficient proof, may erase the name of a former tenant or occupant and enter on such roll the name of the new one."

28. Section 526 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526, re-
placed for
town.

"526. In addition to the taxes provided for in section 523, the council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, profession, callings or means of earning a profit or a livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such duties or taxes do not exceed in any case two hundred dollars per annum. Such dues or taxes may be different for persons who have not resided in the municipality for twelve months from those for persons who reside therein, provided that such dues and taxes imposed on non-residents or on those who have resided in the municipality since less than twelve months, shall not exceed the others by more than fifty per cent.

Trades,
etc.

The town has and has always had the right to make a distinction between the different categories of pedlers, solicitants, and to determine, impose and levy different duties or taxes on each of such categories."

R.S.,
c. 233,
ss. 526a,
526b,
added for
town.

29. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding, after section 526, the following:

"526a. The town may also impose and levy the annual duties or taxes mentioned in section 526 in the following manner for the following categories of trades:

Trades,
etc.

In the case of retail trading in gasoline, on the number of gasoline pumps; in the case of a billiard or pool room, on the number of tables; in the case of a barber shop, on the number of chairs used in the trade; in the case of a hairdressing parlour, on the number of chairs used in the hairdressing trade; in the case of hiring out drive-yourself automobiles, on the number

biles de promenades (drive yourself), sur le nombre de voitures servant audit louage; dans le cas de service de camionnage, sur le nombre de camions; dans le cas de salle de quilles, sur le nombre d'allées de quilles; mais aucun de ces droits annuels ou taxes ne devra excéder la somme de deux cents dollars par année pour chacune des catégories ci-dessus mentionnées, si elles sont exploitées dans un même établissement.

Effet rétroactif.

Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la ville."

Plusieurs commerces, etc.

"**526b.** Lorsqu'une personne, société ou corporation, exploite dans un même établissement différents genres de commerce ou différents moyens de profit et d'existence, chaque genre de commerce ou moyen de profit et d'existence peut être imposé séparément, pourvu qu'en aucun cas, le total des taxes imposées en vertu de l'article 526, pour le même établissement n'excède la somme annuelle de deux cents dollars.

Effet rétroactif.

Les dispositions du présent article ont toujours fait partie de la charte de la ville."

S.R., c. 233, form. 2, rempl. pour la ville.

30. La formule 2 de la Loi des cités et villes est remplacée, pour la ville, par la suivante:

of vehicles used for such hiring out; in the case of a trucking service, on the number of trucks; in the case of a bowling hall, on the number of bowling alleys; but none of such annual duties or taxes shall exceed the sum of two hundred dollars per annum for each category above mentioned, if they are operated in the same establishment.

The provisions of this section have always formed part of the charter of the town."

Retro-active effect.

"**526b.** When a person, firm or corporation operates in the same establishment various kinds of trades or various means of profit and subsistence, each kind of trade or means of profit and subsistence may be taxed separately, provided that in no case shall the total of the taxes imposed under section 526 for the same establishment exceed the annual sum of two hundred dollars.

Various kinds of trades.

The provisions of this section have always formed part of the charter of the town."

Retro-active effect.

30. Form 2 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

S.R., c. 233, form 2, replaced for town.

2.—(Article 138)

LISTE DES ÉLECTEURS MUNICIPAUX

Province de Québec
Ville de Coaticook

Numéros de rue ou de cadastre	Nom et prénoms	Profession ou métier	Dénomination des causes du cens électoral	Évaluation des biens
	<i>Rue Sherbrooke</i>			
540	Smith, John	marchand	propriétaire	\$3,000.
542	Bédard, Henri	commis	locataire	200.
546	Larose, Arthur	tisserand	locataire	140.

Fait en double, ce.....jour de.....mil neuf cent
.....

Je,jure qu'au meilleur de mes connaissances et croyan-
ce, la liste des électeurs ci-jointe est exacte et que rien n'y a été omis ou inséré illéga-
lement ni frauduleusement. Ainsi Dieu me soit en aide.

Assermenté devant moi.....à.....ce.....
jour de.....19.....

Greffier de la ville de Coaticook.

J.P., C.C.S. ou N.P.

2.—(Section 138)

LIST OF MUNICIPAL ELECTORS

Province of Quebec
Town of Coaticook

Street or cadastral number	Surname and Christian names	Occupation or Trade	Nature of Qualification	Valuation of Property
	<i>Sherbrooke Street</i>			
540	Smith, John	merchant	proprietor	\$3,000.
542	Bédard, Henri	clerk	tenant	200.
546	Larose, Arthur	weaver	tenant	140.

Made in duplicate this.....day of.....
nineteen hundred and.....

I,, swear that to the best of my
knowledge and belief, the foregoing list of electors is correct, and that nothing has been
entered therein or omitted therefrom, unduly or by fraud, so help me God.

Sworn before me.....at.....this
day of.....19....

Clerk of the town of Coaticook.

I.P., C.S.C. or N.P.

Entrée en 31. La présente loi entrera en vigueur
vigueur. le jour de sa sanction.

31. This act shall come into force on
the day of its sanction. Coming
into force.